

D'après moi, le bill vise une autre fin importante qui est de tenter de supprimer les échappatoires, autrement dit, d'attraper les fraudeurs de l'impôt. Pour revenir à la question dont j'ai parlé au sujet des niveaux de revenu qui ne sont pas assujettis à l'impôt et ainsi de suite, voici un exemple des modifications d'ordre administratif que j'ai signalées. Pour ce qui est de supprimer les échappatoires dont profitent les fraudeurs, nous pourrions mentionner le dépouillement de dividendes depuis quelques années, notamment par les sociétés extractives, et la prolifération de sociétés, stratagème utilisé pour avoir droit aux taux d'imposition inférieurs des sociétés. Toutefois, ce n'était pas la réforme fondamentale envisagée lorsque toute la révision fiscale a été entreprise il y a neuf ans. Et d'après ce que je crois comprendre, cette mesure ne tente pas de réaliser cet objectif fondamental qui serait de traiter équitablement tous les contribuables.

• (5.00 p.m.)

J'essaierai de prouver, comme d'autres le feront après moi, que le projet de loi accentue, dans certains secteurs économiques importants, les inégalités entre les contribuables, au lieu de les supprimer. Ce seul argument m'amène à dire que l'amendement proposé par l'opposition officielle est plus que justifié. On ne se trouve pas devant une réforme fondamentale de l'impôt; il s'agit simplement de propagande, de manœuvres électorales et de replâtrage de l'économie canadienne. C'est d'ailleurs la politique à laquelle nous ont accoutumés les deux derniers gouvernements libéraux depuis l'époque de l'honorable M. Gordon, jusqu'au régime actuel du ministre des Finances (M. Benson).

M. Baldwin: Quel est son nom?

M. Dinsdale: Il en a plusieurs, mais je n'en ferai pas état, me contentant de parler ici du ministre des Finances.

M. Muir: Ben-trente-piastres.

M. Dinsdale: Nous appuyons à plus forte raison cet amendement, depuis que le gouvernement des États-Unis a scandalisé le Canada et toute la collectivité monétaire internationale par les mesures qu'il a prises pour venir à la rescousse du dollar américain. Si le gouvernement canadien nourrissait encore quelque incertitude, cette mesure l'a, depuis lors, jeté dans un état de panique ou de choc chronique. Le *Financial Times* a fait état de la réaction gouvernementale à cette mesure imprévue. On aurait pu cependant la prévoir à la suite des provocations qu'a insinuées le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, dans son fameux discours de Denver il y a à peine quelques mois, mais il appert que le gouvernement n'a pas prévu la riposte des États-Unis.

Le *Financial Times* a dit que le gouvernement «bêlait comme un mouton alors qu'on se trouvait en plein cataclysme mondial». Le *Telegram* de Toronto a recouru à une même figure de style. On constate une certaine similitude dans ce langage qui a rapport au règne animal. Le journal a décrit la réaction du gouvernement en disant que ses membres «couraient en rond comme des poulets à qui on a tranché la tête».

[L'hon. M. Dinsdale.]

Le gouvernement aurait pu prévoir ce qui arriverait. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) l'a maintes fois alerté ainsi que tous les Canadiens au sujet de la situation du dollar et de l'économie américaine qui réclamaient des mesures sans doute urgentes de la part des États-Unis. Notre gouvernement a maintenu un ton de nationalisme strident qui devait nécessairement provoquer une réaction quelconque de la part des États-Unis.

J'entends encore les allusions faites, ces derniers mois, à des barrières qu'on proposait de lever contre les capitaux et la culture des Américains. Des discussions ont eu lieu au comité parlementaire de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts au sujet des restrictions sur le contenu américain que le Conseil de la radio-télévision canadienne a imposées aux organes d'information. Les premiers règlements auraient rendu impossible pour les collectivités isolées de Canadiens, de capter les programmes américains au moyen du câblotévision. Ce premier assaut donné à l'influence de la culture américaine au Canada révélait la confusion d'esprit du gouvernement.

Soixante-quinze pour cent de la population canadienne, en particulier dans les centres urbains importants comme Montréal, Toronto, Québec, Hamilton et les principales villes importantes de l'Est du Canada, peuvent capter directement ces émissions. La seule façon de mener à bien ce programme serait d'utiliser le brouillage électronique, méthode à laquelle ont couramment recours les pays totalitaires. Ce sont apparemment seulement les collectivités isolées de l'Ouest du Canada qu'il fallait protéger de l'influence pénible de la culture américaine.

Ce règlement a été modifié et nous espérons qu'en débattant de ces mesures à la Chambre, nous persuaderons le gouvernement que ses réalisations en matière économique sont analogues à ce qui se produisait en matière culturelle. C'était refuser les faits. Pour que nous puissions résoudre notre dilemme économique chronique accentué par les initiatives américaines, il nous faudra prendre en considération les réalités de la situation.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est ici cet après-midi et intervient périodiquement. Peut-être prendra-t-il part à la discussion. Dans le cas contraire, j'espère qu'il retournera aux États-Unis et qu'il y réparera les dommages provoqués par le fameux ou l'infâme discours de Denver. Comme le disait un journaliste: «Il s'est amusé à donner aux Yankees des coups de pied sur les tibias». C'est une réaction normale et légitime en politique. En tant qu'habitant de l'Ouest, je suis tout à fait d'accord pour que les Canadiens développent un esprit nationaliste raisonnable. Les Canadiens de l'Ouest n'éprouvent pas autant que certaines autres parties du Canada ce nationalisme aigu, qui a fait tant de tort à l'économie canadienne.

A ce sujet, le gouvernement canadien a tenu sur ce sujet des propos contradictoires. Or la Bible dit: «Ainsi, parce que tu es tiède, et que tu n'es ni froid ni bouillant, je te vomirai de ma bouche». Il faut que le gouvernement prenne position; il ne peut plus hésiter en matière de nationalisme. Parfois, quand le premier ministre parle au nom du Canada, on a l'impression qu'il parle en isolationniste continental, de même que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Mais lorsque le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) a fait un discours peu après celui qu'il prononça à Denver, il a adopté une position beaucoup plus modérée.